OUVERTURE DE L'AVIATION CIVILE AU PRIVÉ

«Un projet criminel», estime Hanoune

L'ouverture de l'aviation civile au privé qui ne serait qu'une question de timing, le temps de la mise en conformité de la réglementation en vigueur au diapason de cette option visiblement «irréversible», n'est point au goût du PT.

M. Kebci-Alger (Le Soir) - Et la secrétaire générale du Parti des travailleurs n'a pas trop tardé à réagir à cette annonce faite, pour rappel, par le nouveau patron du FCE avant que le ministre des Transports ne confirme. C'était lors de l'entrevue des deux hommes la semaine écoulée dans le cadre des concertations que mène Ali Haddad d'avec nombre de membres de l'exécutif et le président de l'APN.

Hier, samedi, à l'occasion d'une réunion du bureau politique de son parti, Louisa Hanoune n'y est pas allée par trente-six chemins pour dire ce qu'elle pense de ce projet. «C'est une véritable bombe» qui menace, selon elle, jusqu'à la «sécurité et la souveraineté nationales», sans parler des répercussions sur les deux compagnies nationales Air Algérie et Tassili Airlines.

Estimant que cette option d'open sky sera au «service exclusif» de compagnies étrangères, elle pour qui aucune entreprise locale ne pourra répondre au cahier des charges y afférent, la secrétaire générale du PT dira que cela lui rappelle la «triste affaire de Khalifa Airways». Elle prédira une déréglementation généralisée avec le lowe-cost qui s'introduira dans le pays, mettant le doigt sur les nombreux dangers que cela charrie en termes de sécurité et de surexploitation des personnels navigants.

Photo : DR

Louisa Hanoune.

Ne faisant point l'économie des adjectifs pour dénoncer cette perspective d'open sky, Hanoune en appellera au président de la République, au peuple et aux syndicats pour contrer ce «projet «criminel et cette «frappe meurtrière». Entre autres actions «concrètes» que Hanoune dira attendre du premier magistrat du pays, le «débarquement» du ministre des Transports dans le sillage d'un «rapide» remaniement de l'exécutif au même titre que celui d'autres ministres dont la patronne du PT prendra le minutieux soin de ne pas donner les noms.

A propos d'une autre option, celle de l'exploitation du gaz de schiste que le PT soutient avec force, la première responsable du Parti des travailleurs estime que «les manifestations dans le sud du pays contre ce projet sont dévoyées pour d'autres objectifs politiciens».

Même si elle trouve légitimes les craintes des populations du sud du pays liées aux considérations environnementales, Hanoune estime que ces dernières sont victimes de «l'intox et de la désinformation».

M. K.

ÉDUCATION

La qualité de l'enseignement requiert des efforts

La qualité de l'enseignement requiert davantage d'efforts, plaidait hier le rapporteur spécial du Conseil des droits de l'Homme des Nations-Unies sur le droit à l'éducation, Kishore Singh. Hôte ces derniers jours de plusieurs ministres, le rapporteur spécial avait rencontré hier le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme ainsi que des représentants du mouvement associatif algérien. Certes, Kishore Singh considère que l'Algérie a bien œuvré dans la consécration du droit à l'éducation, en termes de législation et de respect des conventions internationales, d'investissement dans la réalisation des infrastructures, de généralisation de l'enseignement…

Des efforts doivent être cependant davantage consentis en vue de développer l'éducation technique et professionnelle, généraliser l'éducation de qualité et orienter le système d'enseignement vers la qualité, estimera le représentant de l'instance onusienne, mettant en avant l'implication institutionnelle et entrepreneuriale davantage marquée. Au-delà de l'amélioration des conditions socioprofessionnelles et des questions de statuts, Kishore Singh estimera que la formation des enseignants doit être continue, mieux valorisée et consolidée par des compétences technologiques.

Outre la nécessité de développer une éducation basée sur les valeurs humaines, humanistes, l'équité et la justice, le rapporteur spécial plaidera l'importance de la participation de la société civile à la consécration du droit à l'éducation. De même, Kishore Singh focalisera sur la consécration de l'égalité de genre, estimant que le droit des filles à la scolarisation n'est pas à justifier mais est un droit inaliénable.

Cherif Bennaceur

SOUS LE THÈME «RÉUSSIR»

La troisième édition de Fikra se tiendra du 14 au 15 février prochains

L'initiative de la conférence Fikra revient pour une troisième édition. Ses initiateurs ont annoncé hier que l'événement se tiendra du 14 au 15 février prochains à l'hôtel El-Aurassi, à Alger. 1500 participants sont attendus pour discuter du thème «réussir».

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) - Des hommes d'affaires, des hommes politiques et des intellectuels de différents horizons vont décortiquer, pendant deux jours, le thème «réussir : de la nécessité individuelle à l'œuvre collective». Trente-six intervenants, issus de quatorze nationalités, vont partager leurs expériences, leurs réflexions, leurs points de vue et leur success-story avec les 1 500 participants, entre étudiants, porteurs de projets et jeunes entrepreneurs, attendus à cet événement. «Nous voulons tous réussir mais de quelle réussite parlons-nous ? Intellectuelle, sociale, financière, spirituelle ? Quels sont les nouveaux défis que nous devons réussir ensemble : éducation, santé, diplôme, technologie ? Nous tenterons d'apporter des réponses en partageant les réflexions inspirantes d'intervenants passionnants. Nous avons choisi ce thème car il est fédérateur et engageant. Il touche l'individu autant que le collectif. Nous avons besoin d'entretenir le sentiment de réussite sous toutes ses formes car c'est un moteur indispensable pour créer de la dynamique et de la confiance», ont expliqué les organisateurs de l'agence Allégorie. Qu'est-ce que Fikra va apporter sur le terrain ? «De l'inspiration», répond le cofondateur de cet événement, Toufik Larari, qui a organisé hier une conférence de presse pour annoncer l'événement en présence de Vicenzo Nesci, président exécutif de l'opérateur de téléphonie mobile Djezzy et partenaire officiel de l'événement. «Nous partageons uniquement de l'inspiration mais ce que cette conférence génère n'est pas de notre ressort», a-t-il précisé. Toutefois, l'opérateur Djezzy va récompenser, lors d'un concours, 5 porteurs de projets d'applications mobiles dans les catégories e-learning, e-health, social media et e-entreprise, et auront l'opportunité de présenter leurs projets.

S. A.

RACHAT DE DJEZZY PAR L'ÉTAT ALGÉRIEN

«Rien ne changera pour les abonnés»

S'exprimant hier en marge de la conférence de presse sur Fikra, sur le rachat par l'Etat algérien de Djezzy, le président exécutif de l'opérateur de téléphonie mobile, Vicenzo Nesci, a indiqué que l'opérateur se projette déjà dans le futur et que ce partenariat est un partenariat public-privé. «Nous voulons que ce partenariat public-privé entre le Fonds national d'investissement (FNI), Vimpelcom et Cevital soit un succès car le potentiel est énorme et la force de frappe de ces trois entités ensemble est une chose qui doit nous permettre de nous positionner dans le futur et de maintenir ce leadership que Djezzy a toujours tenu en Algérie. Le défi actuel se fait sur la 3G et le digital, nous avons une expérience au niveau mondial qui va nous permettre de nous battre en condition d'égalité avec nos partenaires et de démontrer que nous sommes les meilleurs», a soutenu le responsable. Ce partenariat, rassure-t-il, n'aura aucun impact sur les 18 millions d'abonnés de l'opérateur.

S. A.

CNAPEST

Un conseil national tendu

Les travaux du conseil national du Cnapest qui avaient débuté vendredi n'avaient toujours pas pris fin hier en fin de journée. Au terme de plus de quarante-huit heures de travaux, les membres du conseil national n'avaient toujours pas fait part de leur décision. Ils devaient trancher sur la question de rejoindre ou pas le front de la contestation composé de sept syndicats du secteur qui ont opté pour une grève commune le 10 février prochain.

Le Cnapest s'était montré réticent vis-à-vis de cette initiative avant de s'en remettre à sa base qui doit prendre une décision.

Son coordonnateur national avait laissé entendre que des expériences antérieures de coordination intersyndicale n'avaient pas été concluantes. Lors du dernier conseil tenu le 10 janvier dernier, le Cnapest avait regretté que les pourparlers avec la tutelle n'aient, au final, servi à rien du tout, estimant que non seulement la tutelle n'était pas prédisposée à répondre aux doléances du syndicat mais que, pire encore, il y avait intention de revenir sur des acquis déjà arrachés.

Les adhérents du Cnapest avaient alors été appelés à tenir des assemblées générales avant que le conseil national ne tranche sur l'attitude à adopter.

N. I.